



Conseil économique et social

Distr. générale
22 avril 2004
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2004
10-28 mai 2004

Rapports quadriennaux pour la période 1995-1998 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association for Progressive Communications.....	2
2. Organisation internationale islamique de secours.....	4
3. Nouveaux droits de l'homme.....	8



1. Association for Progressive Communications*

(dotée du statut consultatif)

L'Association for Progressive Communications (APC) est un réseau international d'organisations de la société civile dont la mission consiste à donner les moyens et à prêter assistance aux organisations, aux mouvements sociaux et aux personnes qui forment des groupes stratégiques et mènent des initiatives visant à contribuer de manière effective au développement humain équitable, à la justice sociale, aux processus politiques participatifs et à la viabilité de l'environnement grâce à l'utilisation des technologies de l'information et des communications (tiré du descriptif de la mission de l'APC).

L'APC a des membres dans le monde entier, notamment en Europe occidentale, centrale et orientale, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Amérique du Nord.

Lorsque le Conseil économique et social lui a accordé le statut consultatif, l'APC s'autofinçait en grande partie grâce aux contributions de ses membres et quelques projets étaient financés par les donateurs. Aujourd'hui, les cotisations des membres représentent environ 5 % des recettes de l'APC et ses activités et ses programmes sont essentiellement financés par les donateurs.

De nombreuses organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif sont rattachées à l'APC :

- L'Institut du Tiers Monde (Uruguay), doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, est membre de l'APC;
- IBASE, doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, participe au Prix de communication Betinho de l'APC;
- Le Centre de la Tribune internationale de la femme est le partenaire exécutif de l'APC dans la mise en œuvre de l'initiative « Women Action »;
- Le Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET), doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, a contribué au Programme APC-Femmes-Afrique;
- L'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, a collaboré avec l'APC à un projet en Amérique latine.

Contribution aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et participation aux conférences et autres réunions des Nations Unies

- Conférence sur les femmes africaines et le développement économique organisée en 1998 par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à l'occasion de son quarantième anniversaire; Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire du 5 au 13 septembre 1995;

* La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

- Quatrième Conférence mondiale sur les femmes: lutte pour l'égalité, le développement et la paix (4-15 septembre 1995). Diffusion de la déclaration issue du Programme de soutien aux réseaux de femmes intitulée « L'égalité des sexes et les technologies de l'information : le droit des femmes à l'égalité d'accès aux technologies et aux réseaux informatiques »;
- Trente-neuvième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 13-24 mars 1995);
- Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 6-12 mars 1995);
- Symposium international sur les femmes et les médias organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Toronto, février 1995);
- Colloque sur la télématique organisé par la CEA (Addis-Abeba, 1995).

Coopération avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies

L'association Environnement et développement du tiers-monde et le Réseau des organisations non gouvernementales d'Afrique australe, deux des membres de l'APC en Afrique, ont établi des liens étroits de coopération et de partenariat avec la CEA dans le cadre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique ».

L'APC a également collaboré à plusieurs projets distincts avec le PNUD (Centres télématiques de formation aux logiciels à licence publique générale, créés par le Réseau des femmes en Afrique du Sud), UNIFEM (préparation du thème « Les femmes et la mondialisation des connaissances » et activités consacrées aux femmes et aux médias menées par le réseau Women Action à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies) et l'UNESCO (Manuel sur les centres télématiques en Afrique).

Autres activités

L'APC s'est activement employée à mettre en œuvre, aux niveaux régional, national et international, les résolutions issues de la Conférence mondiale sur les femmes tenue en 1995.

Consultation et coopération avec des responsables du Secrétariat de l'ONU

En préparation pour la Conférence mondiale sur les femmes.

Autres exemples d'activités de consultation et de fond

- L'APC a contribué à plusieurs sessions de formation à l'occasion de manifestations organisées par l'ONU en Afrique : Conférence du quarantième anniversaire, Forum africain du développement, sixième Conférence régionale africaine sur les femmes.
- Le réseau des organisations non gouvernementales d'Afrique australe, membre de l'APC, a dispensé une formation technique, organisé des stages pour le personnel de la CEA et fourni gratuitement à la Commission des services d'hébergement de base de données.

- Grâce à son Programme de soutien aux réseaux de femmes, l'APC a participé aux consultations préalables à la création du portail Internet Women Watch (en collaboration avec UNIFEM, la Division de la promotion de la femme et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme).

2. Organisation internationale islamique de secours*

(dotée du statut consultatif spécial depuis 1995)

Descriptif

L'Organisation internationale islamique de secours – IIROSA (Arabie saoudite), organisation humanitaire non gouvernementale et non politique, a été fondée le 1^{er} janvier 1978 pour répondre à la nécessité croissante de venir en aide aux êtres humains dans le monde entier. Dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social depuis 1995, elle compte plus de 30 bureaux et mène des activités dans plus de 75 pays.

Contribution aux travaux, aux buts et aux principes de l'Organisation des Nations Unies

Comme l'indiquent ses buts et sa constitution, IIROSA a pour vocation d'aider toutes les personnes dans le besoin, indépendamment de toute considération ethnique, linguistique ou religieuse. Dans cet esprit, ses activités sont en parfaite harmonie avec celles de certains organismes, programmes ou fonds des Nations Unies comme le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), la CEA et l'UNESCO.

Contribution aux travaux des organismes des Nations Unies et aux activités des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales

- IIROSA coopère avec le Haut Commissariat dans de nombreux domaines, notamment au Pakistan et en Afghanistan où elle aide les réfugiés afghans et tadjiks, et elle a signé un accord permettant d'envoyer les patients du Haut Commissariat à la Maternité d'Al-Badr et à l'hôpital pédiatrique de Peshawar qu'elle a construits.
- Elle a participé au Partenariat en action et s'est intéressée aux sujets portant sur l'Évolution de la coopération dans l'esprit du Partenariat en action entre les organisations non gouvernementales et le Haut Commissariat dans les domaines suivants : la formation, les femmes et les enfants réfugiés, l'aide d'urgence, l'urgence et le développement, et la coopération et la concertation interinstitutions. La conférence était organisée par le Haut Commissariat à Genève.
- IIROSA a participé au Programme de formation à la gestion des catastrophes mis en place par l'ONU en Afrique afin d'assurer conjointement la formation

* La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

des directeurs de bureaux, des administrateurs de programmes et des agents locaux sur ce continent.

- Elle a contribué à l'élaboration d'un document de travail qu'elle a présenté à la Conférence des Nations Unies tenue à New York le 9 mars 1993. Organisée par le Saint-Siège, cette conférence était intitulée « La question des réfugiés : un défi pour le XXI^e siècle ». Boutros-Boutros Ghali, ancien Secrétaire général de l'ONU, y a participé.
- La Conférence internationale sur les femmes musulmanes déracinées a été organisée à Sharjah (Émirats arabes unis) du 12 au 15 novembre 1994, en collaboration avec le Haut Commissariat à Genève.
- Les membres de IIROSA ont assisté à la Conférence internationale sur les migrations forcées tenue à Eldorade (Kenya) en 1995.
- IIROSA a participé à la Conférence sur le dialogue entre musulmans et chrétiens consacrée aux activités de secours et au développement, tenue à Ottawa (Canada) les 17 et 18 juin 1996.
- Ses membres ont assisté, en tant qu'observateurs, à la quarante-neuvième session du Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés tenue du 5 au 9 octobre 1998 à Genève.

Coopération avec des organisations non gouvernementales islamiques et arabes

IIROSA préside le Comité général de secours, composé de plus de 50 organisations non gouvernementales arabes et islamiques du monde entier. Il s'agit d'une fédération chargée de coordonner les activités de secours de ces organisations.

I. 1995

Santé : IIROSA a mis sur pied 354 projets sanitaires dans 44 pays, prodigué des soins médicaux à plus de 3,4 millions de personnes et créé 98 laboratoires médicaux dans le monde.

Éducation : Elle a nommé 395 enseignants et parrainé 2 624 étudiants en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud et en Australie.

Secours d'urgence : Le programme de secours d'urgence d'IIROSA a permis de distribuer 50 tonnes de farine, 13 tonnes de riz, 10 tonnes de sucre, 1 tonne de thé, 45 tonnes d'huile alimentaire, 91 tonnes d'articles divers, dont 1 600 couvertures, en Asie, en Afrique, en Europe et sur le continent américain.

Protection sociale : Grâce à son programme de protection sociale, IIROSA a parrainé 77 904 filles et garçons orphelins dans 58 pays, créé 42 orphelinats dans 18 pays et construit 1 orphelinat au Mali.

Mise en valeur des ressources humaines : Le programme de mise en valeur des ressources humaines a permis à IIROSA de créer 18 centres de formation professionnelle dans les domaines du secrétariat, de l'informatique, de la couture, de la broderie, de la menuiserie et de la mécanique automobile en Asie et en Afrique. Le programme pédagogique d'IIROSA a aidé 350 établissements d'enseignement dans 38 pays.

II. 1996

Santé : Le programme sanitaire d'IROSA a créé 223 projets tels que des hôpitaux, des cliniques, des pharmacies et des centres de nutrition, dont 79 projets en Afrique, 100 en Asie et 44 en Europe et sur le continent américain. Il a également fourni des établissements sanitaires à plus de 4,1 millions de personnes dans 45 pays.

Éducation : Son programme d'éducation a financé plus de 347 écoles et établissements d'enseignement, dont 20 universités et 5 pensionnats dans 39 pays, et parrainé 983 enseignants et 2 094 étudiants dans 67 pays.

Secours d'urgence : Le programme de secours d'urgence d'IROSA a fourni des articles de secours d'urgence à plus de 3 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde entier. Il a aidé les victimes de tremblements de terre et d'inondations en Indonésie, en Égypte, au Maroc, au Kirghizstan et au Daguestan en fournissant des tentes et autres articles de secours. En coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, il a également joué le rôle d'agent de réalisation en aidant les réfugiés rwandais et burundais en République-Unie de Tanzanie. Il a collaboré avec le PAM à la distribution d'aliments aux personnes dans le besoin et aux réfugiés en République-Unie de Tanzanie, au Mozambique et en Sierra Leone. Il a coopéré avec HELP, organisme de secours dont le siège est en Allemagne, en distribuant des aliments aux réfugiés en Afrique et dans la Communauté d'États indépendants.

Protection sociale : Le programme de protection sociale a parrainé 83 000 orphelins dans 58 pays, mis en place 25 centres de protection pour les orphelins et de soins maternels dans 12 pays et construit 22 orphelinats qui accueillent 3 132 orphelins.

Projet agricole : Le projet agricole d'IROSA a été créé en 1996 en vue de stimuler la production agricole. Il a fourni des enveloppes financières et techniques à des groupes bénéficiaires et soutenu les projets agricoles suivants :

Bosnie-Herzégovine : Production de légumes, apiculture, projet de culture de champignons, élevage de lapins, élevage et production de semences de pommes de terre.

Kurdistan iraquien : Apiculture, élevage et production céréalière.

Azerbaïdjan : Projet de culture de légumes dans les camps n^{os} 1 et 2 et projet de culture du blé à Agdash.

Projet de forage de puits : Ce projet a permis de forer 23 puits profonds, 251 puits de surface et 15 oléoducs au Ghana, en Éthiopie, en Mauritanie, en Érythrée, au Mali, en Ouganda, au Soudan, en Zambie, au Sénégal, en Albanie, en Indonésie, en Afghanistan, en Chine, au Yémen, en Inde et au Kurdistan iraquien.

III. 1997

Santé : Le programme sanitaire a permis de créer 9 hôpitaux, 98 dispensaires et polycliniques et 58 centres de nutrition au Kenya, en Gambie, au Nigéria, en Éthiopie, en Ouganda, au Liban, en Indonésie, en Bosnie-Herzégovine, en Jordanie, au Bangladesh, en Afghanistan, en Somalie et aux Philippines. Quelque 4,1 millions de patients ont été traités dans 45 pays. En outre, un hôpital pédiatrique spécialisé a

été créé à Jalalabad (Afghanistan). Il est très fréquenté par les habitants des camps d'IROSA et du Haut commissariat ainsi que par les étudiants locaux. Une polyclinique, dotée de six cliniques spécialisées, a été mise en place à Sarajevo. Des cliniques semblables ont été installées en Croatie et en Afrique.

Éducation : Le programme d'éducation a aidé plus de 153 écoles, 14 établissements d'enseignement, 18 universités et 5 jardins d'enfants dans 35 pays. Cinq auberges de jeunesse ont été construites pour accueillir des étudiants en Asie, en Afrique et en Afrique du Nord. Quelque 2 094 étudiants et 983 enseignants ont été parrainés dans 69 pays.

Protection sociale : Dans le cadre de ses activités de protection sociale, IROSA a parrainé 55 000 orphelins, 35 orphelinats, qui ont accueilli 3 773 orphelins, et prêté assistance à 250 orphelinats, qui ont accueilli 12 000 orphelins. Elle a mis en place un programme en faveur des enfants indigents pour aider ces enfants et leurs familles. Elle a également lancé des programmes expressément destinés aux handicapés à Addis-Abeba, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Autriche et dans certaines régions d'Asie.

Secours d'urgence : Au début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, IROSA a parrainé 15 camps, situés en Croatie, qui ont accueilli environ 800 réfugiés, et distribué 20 000 tonnes d'aliments. Elle a également aidé 5 000 réfugiés au Kenya et 12 000 réfugiés du Myanmar (Rohingya) au Bangladesh. Pendant la guerre civile en Somalie, elle a distribué 7 000 tonnes d'aliments, créé 15 services de restauration et servi quotidiennement 150 000 repas. Elle a également mis en place le camp de Zakho au Kurdistan iraquien et distribué 2 635 tonnes d'aliments. En outre, elle a aidé 50 000 réfugiés touaregs en Mauritanie, où 2 600 tonnes d'aliments ont été distribuées.

Programme de mise en valeur des ressources humaines : Ce programme a créé 12 centres de formation professionnelle. Des centres d'apprentissage de la menuiserie, de la mécanique et de l'électricité, de la couture, du secrétariat et de l'informatique ont été mis en place en Mauritanie, à Djibouti, au Nigéria, au Mali, en Ouganda, au Bangladesh et au Tchad. Un centre de soins infantiles et maternels a été créé aux Philippines.

IV. 1998

Santé : Le programme sanitaire a supervisé 140 projets sanitaires dans 29 pays, dont 7 hôpitaux, 68 dispensaires, 5 polycliniques, 35 cliniques, 7 pharmacies, 5 centres d'alimentation, 2 cliniques de campagne, parrainé 3 médecins et mis en place 8 autres programmes de santé.

Éducation : Le programme d'éducation a aidé plus de 229 établissements d'enseignement dans 42 pays et parrainé 20 896 étudiants et 2 000 enseignants dans le monde entier.

Protection sociale : Le programme de protection sociale a permis de parrainer 39 154 filles et garçons orphelins dans 50 pays. Il a également financé 22 orphelinats dans 13 pays.

Secours d'urgence : Ce programme a distribué plus de 6 624 661 kilogrammes d'articles d'urgence dans 35 pays.

Projet de forage de puits : Dans le cadre de ce projet, 103 puits artésiens et autres puits de surface ont été forés et plusieurs oléoducs ont été installés en Asie et en Afrique.

Programme de mise en valeur des ressources humaines : Ce programme a créé 17 centres de formation professionnelle en Mauritanie, à Djibouti, au Nigéria, au Bangladesh, en Ouganda et au Mali ainsi qu'un centre de dactylographie au Nigéria et un centre de formation professionnelle et d'apprentissage de l'informatique au Tchad.

3. Nouveaux droits de l'homme*

(dotée du statut consultatif spécial depuis 1995)

Introduction

Nouveaux droits de l'homme est une organisation non gouvernementale qui œuvre en faveur de la promotion, de la protection et du développement des droits de l'homme et du droit humanitaire. L'adresse de son siège est : Junin 262, Planta Baja 2, Buenos Aires (Argentine). L'organisation est également installée au 14 Cité Vaneau, Paris (France). Le nom de l'organisation en espagnol est « Nuevos Derechos del Hombre (NDH) », en français « Nouveaux droits de l'homme (NDH) » et en italien « Nuovo Diritti de l'Homme (NDH) ». Outre les adresses ci-dessus, deux bureaux de l'organisation seront mis en place au Cameroun et à Rome mais aucun d'eux n'a encore été reconnu comme antenne. L'Assemblée constitutive de NDH s'est tenue à Buenos Aires en novembre 1990. En juin 1995, le Conseil économique et social a accordé le statut consultatif spécial (catégorie II) à l'organisation.

En application de la résolution 1996/31 du Conseil, NDH présente le rapport quadriennal sur ses activités et sur ses contributions aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Ses activités ont été exposées en détail dans son Bulletin de nouvelles, dont 29 numéros sont parus de mai 1991 à décembre 1998. De 1995 à 1998, les numéros 14 à 29 de ce Bulletin ont été publiés. Celui-ci est transmis à l'Organisation et largement diffusé auprès de centaines d'organisations non gouvernementales dans le monde entier. Par ailleurs, le bureau de NDH à Paris publie le magazine *L'arc-en-ciel* avec la collaboration de spécialistes et d'activistes des droits de l'homme renommés, venant de France et d'autres pays.

NDH a respecté les règles qui régissent son statut, notamment celles qui concernent le renouvellement de sa direction à l'occasion de l'assemblée semi-annuelle tenue au deuxième semestre. La participation de ses membres est considérable et a beaucoup augmenté. Parmi ses 427 membres, on compte de nombreuses personnalités éminentes telles que des parlementaires, des diplomates, un ancien Président constitutionnel argentin, des juristes, des professeurs universitaires, des écrivains, des artistes, des cadres, des travailleurs et des jeunes, tous attachés à la défense des droits de l'homme.

* La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

Participation aux conférences des Nations Unies et contribution aux travaux de leurs organismes

Les représentants de NDH ont assisté à de nombreuses conférences des Nations Unies :

- Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing (Chine) en septembre 1995. La délégation de NDH était composée de 17 membres, dont 10 hommes et 7 femmes;
- Chaque année, les représentants de NDH ont participé aux sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève;
- Le Président de NDH s'est rendu annuellement au Siège de l'ONU à New York et à l'Office des Nations Unies à Genève et a rencontré régulièrement les responsables du Département des organisations non gouvernementales et du Secrétariat;
- NDH a des représentants permanents au Siège de l'ONU à New York et aux Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne;
- Dans tous les numéros du Bulletin de NDH, figurent régulièrement des notes de synthèse sur les Nations Unies, des allocutions et des déclarations du Secrétaire général et d'autres documents de l'ONU;
- NDH fête chaque année la Journée internationale des droits de l'homme et 1998 a été consacrée au cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme;
- Prenant la parole au nom de NDH devant la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à Genève, M^{me} Gabriela Arias Uriburu a fait valoir qu'il fallait respecter la Convention relative aux droits de l'enfant et lutter contre les enlèvements d'enfants par l'un de leurs parents.

Autres activités internationales

De 1995 à 1998, NDH a participé aux conférences et réunions suivantes :

- Séminaire international sur les peuples autochtones, Cochabamba (Bolivie), mars 1996;
- Séminaire sur les droits économiques, sociaux et culturels, Bogota (Colombie), mai 1996;
- Séminaire sur les droits de l'homme dans le MERCOSUR, Parlement de Buenos Aires (Argentine), mars 1998;
- Congrès international sur les droits de l'homme, Université nationale de Lomas de Zamora (Argentine), octobre 1998.

Activités nationales

En Argentine, NDH a notamment participé aux activités suivantes :

- Elle a organisé 32 conférences, réunions publiques et tables rondes auxquelles elle a participé;

- Elle a mis en place et tenu à jour, au siège de l'organisation à Buenos Aires, une bibliothèque spécialisée dans les droits de l'homme, qui compte 846 publications, dont de nombreuses publications des Nations Unies que les chercheurs et les étudiants viennent consulter;
- Elle entretient des liens de coopération étroits avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme (Washington), Amnesty International (Londres), la Commission internationale de juristes (Genève) et 26 autres organisations de défense des droits de l'homme dans le monde entier;
- Elle accueille des stagiaires de l'Université nationale et de l'Université catholique de Buenos Aires qui travaillent sur la question des droits de l'homme;
- Depuis octobre 1996, tous ses services sont informatisés et ses membres ont accès à Internet. L'adresse électronique de NDH est : <ndh@datamarkets.com.ar>. L'adresse de son site Web est : <www.ndh.org.ar>;
- L'organisation a analysé pendant quatre ans la situation des droits de l'homme et le droit humanitaire dans 72 pays;
- Elle a publié des brochures sur la question des droits de l'homme;
- Elle a distribué des brochures de l'ONU sur les droits de l'homme dans 6 écoles et 27 bibliothèques;
- Les membres de son personnel ont participé à diverses missions internationales;
- L'organisation est membre de la Commission du Musée de la mémoire de la ville de Buenos Aires;
- Elle conseille les personnes qui sollicitent la protection du système des Nations Unies ou de l'Organisation des États américains pour les questions relatives aux droits de l'homme. Ses bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables. Elle répond également aux questions posées par téléphone, courrier ou courrier électronique;
- Huit Assemblées générales des membres de NDH se sont tenues de 1995 à 1998;
- Elle entretient une correspondance abondante avec des spécialistes, des parlementaires et des ambassadeurs à propos des droits de l'homme et de leurs violations;
- Tous ses services sont gratuits. La cotisation annuelle des membres est de 50 dollars des États-Unis. Les rapports sur l'exécution du budget sont élaborés et signés par un expert-comptable argentin et ont tous été approuvés par l'assemblée annuelle de l'organisation.